



**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**EDITION SPECIALE n° 43 du 20 décembre 2007**

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 20 décembre 2007

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	761
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>761</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>761</b>
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières .....	761
Arrêté N° 07.BMSSE.132 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim .....	761
Arrêté N°07.BMSSE.133 accordant délégation de signature à Mme Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales .....	762
Arrêté N°07.BMSSE.134 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey .....	762
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>763</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>763</b>
Arrêté A.R.H. de Lorraine n°144/07 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle .....	763
Arrêté A.R.H. de Lorraine n°145/07 portant délégation de signature à Madame Anouchka CHABEAU directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse .....	763

## ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Arrêté N° 07.BMSSE.132 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;  
 Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;  
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu l'arrêté n° 03/0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Jacques SABLAYROLLES à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant M. Jacques SABLAYROLLES, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;  
 Vu la décision préfectorale du 31 août 2007 nommant Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim à compter du mercredi 5 septembre 2007 ;  
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1 :** Délégation est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

**Art. 2 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

**Art. 3 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

**Art. 4 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention

formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

**Art. 5 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressé, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers et Mme Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau.

**Art. 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Madame Brigitte DEDISSE, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Monsieur Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.

- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Sabine CHOIGNOT, cadre de 1° niveau à France Télécom détaché, adjointe au chef de bureau.

- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Sylvia POLIN, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, attachée, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile".

**Art. 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Madame Sylvia POLIN, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour et asile", Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Messieurs David ANDRE, Ahmed CHAIB, Olivier PIERRET et Mademoiselle Aurore LALEVEE secrétaires administratifs de classe normale et par Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

**Art. 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques SABLAYROLLES et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mesdames Odile SUTTONI, secrétaire administrative de classe normale, et Yvette GAERTNER, secrétaire administrative de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;

- Madame Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Mademoiselle Yolande VAUDIN, secrétaire administrative de classe supérieure et Madame Audrey BOUYAHIAOUI-BERSET, secrétaire administrative de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire ;

- Mesdames Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, Madame Anne PIZMOHT, Messieurs Renaud PLANAT, David ANDRE, Ahmed CHAIB et Olivier PIERRET et par Mademoiselle Aurore LALEVE, secrétaires administratifs de classe normale, Madame Sylvie KLEIN, secrétaire administrative de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers ;

**Art. 9 :** Sous le contrôle et l'autorité de Monsieur Jacques SABLAYROLLES et de Madame Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN-VINCENT, Gerhilt STENDER et Monique DIJEAU LORINO, Mesdemoiselles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT et Christelle SCHÖNI, adjoints administratifs et, à Messieurs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE et Sébastien MARC, et à Mademoiselle Stéphanie CONTAL adjoints administratifs pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

**Art. 10 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques SABLAYROLLES, de Monsieur Jean-Pierre DEVIDET et de Madame Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel PERNEY, adjoint administratif de 1° classe pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

**Art. 11 :** La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ou le secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à Monsieur Jacques SABLAYROLLES pour présider les dites commissions.

**Art. 12 :** Le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mesdames Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Anne-Lise FUCHS, adjointe au chef de bureau, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, attachées, à Mademoiselle Aurore LALEVEE et Messieurs David ANDRE, Ahmed CHAIB et Monsieur Olivier PIERRET secrétaires administratifs de classe normale et à Monsieur Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

**Art. 13 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

**Art. 14 :** L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.115 du 4 septembre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, est abrogé.

**Art. 15 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 décembre 2007

Le Préfet  
Hugues PARANT

#### **Arrêté N°07.BMSSE.133 accordant délégation de signature à Mme Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

Vu le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;

Vu le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2005 de M. le Ministre de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement et M. le Ministre de la Santé et des Solidarités, portant nomination à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2005 de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Art. 1 :** Délégation de signature est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère du travail, des Relations Sociales et des Solidarités, et du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- les décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinaires et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1<sup>er</sup> - chapitre III du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation)

**Art. 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint ou Madame Brigitte DEMPT, inspecteur hors classe

**Art. 3 :** En cas d'absence simultanée de Madame Christiane PERNET, de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Brigitte DEMPT la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à : Monsieur Christian MANNESCHOTT, ingénieur général du génie sanitaire, Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires, Madame Françoise GABRION, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,

Madame Anne BRUSQUET, médecin inspecteur de santé publique,

Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique

Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique

Madame Noëlle DE SILVESTRI, conseillère technique en travail social,

Madame Evelynne DITTE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale

Mademoiselle Aline JOANNES, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

Madame Stéphanie GEYER, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

Monsieur José-Louis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

Mademoiselle Karine VIENNESSE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,

Madame Michèle HERIAT, inspecteur de l'action sanitaire et sociale.

**Art. 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

**Art. 5 :** L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.75 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à Mme PERNET, est abrogé.

**Art. 6 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 décembre 2007

Le Préfet,  
Hugues PARANT

#### **Arrêté N°07.BMSSE.134 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle du mercredi 19 décembre 2007 à 18h au jeudi 20 décembre 2007 à 12h.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 19 décembre 2007  
Le Préfet,  
Hugues PARANT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n°144/07 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au conseil des ministres du 1er août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1<sup>er</sup> décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté du 10 octobre 2005 portant nomination de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1er novembre 2005, VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°04116190 du 29 septembre 2006 portant nomination de Madame Brigitte DEMPT dans les fonctions d'inspecteur hors classe à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> -** Délégation est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4-1<sup>er</sup> du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :
  - . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
  - . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4-2e, L. 6145-1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**Art. 2 -** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET,

la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe.

**Art. 3 -** La directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Art. 4 -** Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 137/07 du 1<sup>er</sup> décembre 2007. Nancy, le 1<sup>er</sup> décembre 2007

Le Directeur de l'Agence Régionale  
de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification*

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n°145/07 portant délégation de signature à Madame Anouchka CHABEAU directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, au Conseil des Ministres du 1er août 2007, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 136/07 du 1<sup>er</sup> décembre 2007 du directeur régional de l'hospitalisation de Lorraine nommant Monsieur Marcel DOSSMANN dans les fonctions de directeur adjoint,

VU l'arrêté N°0826 du 16 avril 2007 portant nomination de Madame Anouchka CHABEAU dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté N°04201866 du 30 juillet 2007 portant nomination de Madame Isabelle LEGRAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse,

VU l'arrêté du 30 octobre 2006 portant nomination de Madame le Dr PACHTCHENKO-CLAUDET Lydie, médecin inspecteur de santé publique à la D.D.A.S.S. de la Meuse,

VU le contrat d'engagement N°04101218 du 12 juillet 2006 entre le Ministère de la Santé et des Solidarités et Monsieur Philippe RIEUX, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer les fonctions de responsable du service offre de soins, à compter du 16 août 2006 et pour une durée de trois ans,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> -** Délégation est donnée à Madame Anouchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4-1<sup>er</sup> du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :
  - . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
  - . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4-2e, L. 6145-1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**Art. 2 -** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anouchka

CHABEAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Isabelle LEGRAND, et par Madame le Dr Lydie PACHTCHENKO ou Monsieur Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LEGRAND.

Art. 3 – La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°138/07 du 1<sup>er</sup> décembre 2007.

Nancy, le 1<sup>er</sup> décembre 2007                      Le Directeur de l'Agence Régionale  
de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours*

*administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative  
compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification*

